

Afin d'éviter la pénurie de certains produits importants

Levée de suspension à l'importation d'une cinquantaine de produits

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4444 - Jeudi 5 avril 2018 - Prix : 10 DA

El Tarf/Incendie à l'entreprise Frigomedit

3 500 tonnes de lait en poudre parties en fumée

Page 24

Front social

Grève et rassemblements de l'Intersyndicale

Page 2

Le régime Trump

Par Mohamed Habili

L'annonce faite par le président des Etats-Unis du retour chez eux des quelque 2 000 soldats américains présents en Syrie est tellement peu dans les mœurs de l'establishment américain que même les membres de son administration en sont comme estomaqués. Ils donnent l'impression de personnes atteintes de la berluie. Ils ont bien entendu le président le dire, mais ils ont encore de la peine à le croire, ou à s'y faire, plusieurs jours après. Ceux d'entre eux qui ont été interrogés à ce sujet par les journalistes, la porte-parole des Affaires étrangères par exemple, n'avaient pas de précisions à fournir. N'ayant reçu eux-mêmes ni informations ni instructions. Eux-mêmes étant à cet égard au même point que les journalistes. Ils sont dans l'incapacité aussi bien de confirmer que d'infirmer. Certes, jusque-là, ce n'est pas aux grosses pointures de l'administration que ces questions ont été posées. Est-ce parce que celles-ci ont évité soigneusement de se trouver dans la situation d'être interrogées? Tel serait bien le cas que cela ne serait pas étonnant. A se demander si même le chef du Pentagone et le secrétaire d'Etat ont été mis dans la confiance, s'ils n'ont pas appris la nouvelle en même temps que tout le monde, c'est-à-dire lorsque Donald Trump en a fait part à ses supporters de l'Ohio. Dans le système politique américain, il n'y a pas de gouvernement collectivement responsable, un cabinet dont le président ne serait que le chef. En lui seul réside tout le pouvoir exécutif. Il n'y a pas de conseil des ministres.

Suite en page 3

Quatre nouveaux ministres désignés

Bouteflika procède à un remaniement au sein du gouvernement



Longtemps précédée par les plus folles rumeurs et spéculations, cette information est venue mettre fin à cette flambée de pronostics fantaisistes, avec leur lot habituel d'arrivées, d'évictions ou de permutations, finalement toutes démenties sous le sceau de l'officialité du communiqué de la Présidence. Life page 2

Un fléau qui prend de l'ampleur avec le développement des TIC

La lutte contre la cybercriminalité s'intensifie en Algérie

Page 3

Lancement de la rencontre nationale à Saïda

«Fresque collective de Maamora, 45 ans après»

Page 13

Quatre nouveaux ministres désignés

Bouteflika procède à un remaniement au sein du gouvernement

■ Longtemps précédée par les plus folles rumeurs et spéculations, cette information est venue mettre fin à cette flambée de pronostics fantaisistes, avec leur lot habituel d'arrivées, d'évictions ou de permutations, finalement toutes démenties sous le sceau de l'officialité du communiqué de la Présidence.

Par Nadjib S.

A la fois partiel et important, puisqu'il affecte pas moins de quatre départements ministériels, le remaniement au sein du gouvernement opéré par Bouteflika atteste de la volonté d'imprimer à la gestion du pays une teneur sans cesse adaptée aux exigences de rigueur et de compétence requises par ces hautes fonctions. Longtemps précédée par les plus folles rumeurs et spéculations, cette information est venue mettre fin à cette flambée de pronostics fantaisistes, avec leur lot habituel d'arrivées, d'évictions ou de permutations, finalement toutes démenties sous le sceau de l'officialité du communiqué de la Présidence. Tombée en début d'après-midi, voici la teneur de la dépêche APS relatant la décision présidentielle afférente à ces changements dans le gouvernement du Premier ministre Ahmed Ouyahia. Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika a procédé mercredi à un remaniement au sein du gouvernement touchant les ministères de la Jeunesse et des Sports, en remplacement de M. El-Hadi Ould Ali, appelé à d'autres fonctions, - M. Said Djellab, ministre du Commerce, en remplacement de M. Mohamed Benmeradi, appelé à d'autres fonctions, - M. Abdelkader Benmessaud, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, en remplacement de M. Hassen Marmouri, appelé à d'autres fonctions, - M. Mahdjoub Bedda, ministre des Relations avec le Parlement en remplacement de M. Tahar Khaoua, appelé à d'autres fonctions. Le contenu de cette dépêche décline une



Ph/D. R.

vantes :

- M. Mohamed Hattab, ministre de la Jeunesse et des Sports, en remplacement de M. El-Hadi Ould Ali, appelé à d'autres fonctions, - M. Said Djellab, ministre du Commerce, en remplacement de M. Mohamed Benmeradi, appelé à d'autres fonctions, - M. Abdelkader Benmessaud, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, en remplacement de M. Hassen Marmouri, appelé à d'autres fonctions, - M. Mahdjoub Bedda, ministre des Relations avec le Parlement en remplacement de M. Tahar Khaoua, appelé à d'autres fonctions. Le contenu de cette dépêche décline une

nette volonté d'injecter un renouvellement de profils dans la gestion de la chose publique. S'il est inconvenant, à moins de verser dans l'impair de tirer sur des ambulances, de revenir sur la gestion de chaque département des partants, on note par contre des augures palpables quant à l'arrivée de sang neuf dans l'Exécutif. Ainsi, l'on voit que ces hautes responsabilités ont été confiées à des cadres à la compétence avérée, comme c'est le cas de Said Djellab, une des chevilles ouvrières dans son secteur, le Commerce. La même confiance a été placée en des walis, à l'instar de Abdelkader

Benmessaud pour le Tourisme, qui a fait ses preuves sur le terrain, aussi bien en qualité de wali délégué à Sidi M'hamed, que récemment au poste de wali à Tissemsilt. En somme, ceux qui attendaient de grands chamboulements, voire qui manœuvraient dans ce sens pour placer leurs hommes tout en évinçant leurs adversaires politiques, en sont restés pour leurs frais. C'était compter sans la clairvoyance du vrai décideur, le président de la République, pourtant connu pour être moins porté sur l'aventurisme que sur la stabilité, celle qui n'exclut pas les rectifications de tir. N. S.

Front social

Grève et rassemblements de l'Intersyndicale

Contrairement à Laghouat, Annaba et Oran où la grève et le rassemblement des syndicats autonomes de différents secteurs s'est passée dans de «bonnes conditions», à Bouira, les forces de l'ordre ont «bousculé et empêché les protestataires de marcher et de se rassembler devant le siège de la wilaya», nous a indiqué Nabil Ferguenis, membre du conseil national du Satef. Globalement, le rassemblement auquel ont appelé les 14 syndicats autonomes de différents secteurs «éducation, santé, Fonction publique, télécoms et collectivités locales» afin de dénoncer la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, s'est déroulé, hier, dans de «bonnes conditions», selon un membre du conseil national du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et professionnelle qui a participé à ce mouvement de protestation. «A Laghouat, Oran et Annaba les rassemblements ont été une réussite, contrairement à Bouira, où les forces de l'ordre ont bousculé et empêché les participants à cette action de marcher et de se rassembler devant

le siège de la wilaya», a indiqué Nabil Ferguenis, membre du conseil national du Satef. Il souligne que l'accès à Bouira ville a été interdit par les forces de l'ordre ajoutant qu'une réunion sera programmée cette semaine pour discuter du cas de Bouira. En effet, par cette action, l'Intersyndicale a voulu maintenir la pression sur le gouvernement jusqu'à satisfaction de ses revendications relatives à la suppression de la retraite anticipée et sans condition d'âge, le projet du code du travail et certaines dispositions relatives au statut de l'enseignant. Dénonçant la dégradation du pouvoir d'achat, les syndicats autonomes réclament la révision du régime indemnitaire et de la grille indiciaire des traitements des fonctionnaires. Les ponctions opérées sur les salaires des médecins résidents en grève depuis plusieurs mois ainsi que les salaires des enseignants gréviste du Cnapeste font partie des revendications de l'Intersyndicale. Selon eux, «absence de dialogue», entre le gouvernement et les travailleurs en grève depuis un moment ne fait

qu'envenimer la situation. Pour rappel, les deux réunions auxquelles ont appelé le ministre de la Santé et le ministre de l'Education à la veille du 4 avril ont échoué car le Collectif autonome des médecins résidents algériens Camra a décidé lors de la tenue de l'assemblée générale à Alger, de poursuivre la grève entamée depuis novembre dernier. Le Collectif a rejeté «à l'unanimité» les propositions faites par le P' Hasbellaoui. Selon le porte-parole du Camra, le ministère de la Santé n'a rien «donné de concret». «Nous voulons du concret», indique Mohamed Taïleb, porte-parole du Camra. Selon ce syndicat, la plupart des propositions de la tutelle ne sont en réalité que des acquis déjà existants. Même situation critique dans le secteur de l'Education. En effet, le secteur de l'Education connaîtra une grève cyclique de deux jours «lundi et mardi» dès le 9 avril afin de dénoncer la politique adoptée par le ministère de l'Education vis-à-vis des membres du Cnapeste.

Thininene Khouchi

Au profit des futurs bacheliers
Portes ouvertes sur l'université les 11 et 12 avril

DES PORTES ouvertes sur l'université au profit des futurs bacheliers au titre de l'année 2018 seront organisées les 11 et 12 avril prochain au niveau de l'ensemble des villes universitaires par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, indique mercredi le ministère dans un communiqué. L'objectif de ces journées est de «faire connaître aux élèves candidats au Baccalauréat le système d'enseignement supérieur, les types et les offres de formation ainsi que celui d'orientation et d'inscription universitaire», précise la même source. Pour la wilaya d'Alger, c'est au niveau de la Bibliothèque nationale (BN) d'El Hamma qu'aura lieu cet événement, ajoute le communiqué. M. N.

Création de cloud
Les prestataires doivent implanter leur data center en Algérie

LE NOUVEAU cahier des charges définissant les conditions des activités cloud par des investisseurs privés exige l'implantation des data-center sur le territoire national, a indiqué mercredi à l'APS le Directeur général de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT). Interrogé en marge du 6^e Sommet africain sur la cybersécurité, ouvert mardi à Oran, Lies Kaddouri, a assuré que la principale exigence de ce nouveau cahier des charges est de «créer des bases de données sur le territoire national et non à l'étranger». Le nouveau cahier des charges, daté de janvier 2018, définit les conditions et les modalités d'établissement et d'exploitation des services d'hébergement et de stockage des contenus informatisés au profit d'utilisateurs distants dans le cadre des services dits d'informatique en nuage ou cloud computing. «On ne peut pas dissocier les cloud des data-center», a-t-il estimé, ajoutant que ce document exige, par ailleurs, des prestataires souhaitant investir dans le domaine de la création de cloud, «une sécurité irréprochable de leurs data-center». «Avant de proposer des services cloud, les prestataires doivent ainsi prouver que leurs data center sont totalement sécurisés car, on ne peut pas offrir de l'espace de stockage sans fournir de garanties sur sa sécurisation», a insisté le même responsable. Trois mois après la publication du cahier des charges, une dizaine d'investisseurs intéressés par la prestation des cloud se sont déjà manifestés, a indiqué Lies Kaddouri, notant qu'«il s'agit d'un créneau nouveau dont on n'a pas encore mesuré le potentiel d'utilisateurs.» L. M.

Afin d'éviter la pénurie de certains produits importants

Levée de suspension à l'importation d'une cinquantaine de produits

■ Le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, (remplacé depuis hier par le remaniement opéré par Bouteflika), a annoncé hier qu'environ 50 produits seront retirés de la liste des 851 interdits à l'importation afin d'éviter la pénurie de certains qui ne sont pas produits localement. Il ne précisa pas toutefois la nature des produits concernés.

Par Louiza Ait Ramdane

« Cette mesure (levée de la suspension) vient en réponse aux préoccupations d'opérateurs économiques et après une évaluation trimestrielle de certains produits indisponibles sur le marché national, tandis que d'autres produits seront introduits dans cette liste des produits interdits à l'importation », explique Benmeradi. Le ministre du Commerce qui a présidé l'ouverture des travaux de l'assemblée générale annuelle de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), a fait également part de l'instauration prochaine d'un droit additionnel de sauvegarde sur certains produits importés. Cette nouvelle taxe destinée à protéger la production nationale est en cours d'élaboration, explique le ministre du Commerce. En marge de la tenue de l'assemblée générale de la Caci, sa directrice générale, Wahiba Bahloul, fait savoir que dans le cadre du plan de développement économique, la Caci a, dans son plan 2018, inscrit plusieurs actions axées en priorité sur le travail de proximité pour que cette dynamique territoriale puisse donner des résultats et faire connaître l'information sur le potentiel économique et l'élargir à l'ensemble du territoire national. « Nous allons vers le travail de proximité, examiner le



potentiel économique de chaque région, et ce, dans le but de donner plus de visibilité aux investisseurs locaux, nationaux et étrangers, mais surtout aux décideurs », explique-t-elle. La directrice de la Caci cite également un autre relais, celui du développement à l'international auquel la chambre de commerce accorde une importance particulière. « Nous avons engagé plusieurs actions dans ce sens. Nous participons à des manifestations économiques internatio-

nales », ajoute-t-elle. L'objectif, soutient Wahiba Bahloul, est de permettre aux opérateurs économiques nationaux de faire leur benchmark mais, surtout d'être au courant de tout ce qui se passe de l'autre côté. Un autre volet important cité par la directrice de la chambre de commerce, celui de la formation. « La formation représente une source de financement et de rapprochement du monde de l'entreprise ». A une question sur le relèvement du montant des cotisations des

adhérents, la directrice générale de la Caci a fait savoir qu'une proposition pour revoir le barème avait été adressée au ministère du Commerce.

Interrogé sur les difficultés qui entravent l'exportation, Mohamed Laïd Benamor, président de la Caci, se dit favorable à l'interdiction à l'importation de certains produits. Une mesure qui a apporté, selon lui, un nouveau souffle à l'économie nationale. « Contrairement à beaucoup de gens, moi je suis pour l'interdiction des importations. Grâce à cette mesure, beaucoup d'importateurs pensent différemment aujourd'hui et pensent à investir ». Il cite à titre d'exemple la filière céramique. « Aujourd'hui, les travailleurs sont rassurés et travaillent à temps plein », argue-t-il, indiquant que cette mesure n'est pas propre à l'Algérie, elle est appliquée dans le monde entier.

Qualifiant le bilan des activités de la Caci de l'année 2017 de « positif », M. Benamor indique que les réalisations étaient, toutefois, encore loin des objectifs.

Il souligne alors la volonté de la Caci à œuvrer davantage pour contribuer à la réalisation des investissements et à la création de l'emploi. Par ailleurs, il fait savoir que pour la première fois, l'Algérie va abriter une session de l'Union des chambres arabes de commerce et d'industrie pour motiver les opérateurs économiques de ces pays à venir investir en Algérie. L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Le régime Trump

Suite de la page une

En vue de l'exercice de ses fonctions, le président américain s'entoure d'une équipe de collaborateurs et de conseillers, qui lui doivent tout, qui ne représentent rien par eux-mêmes. Théoriquement, donc, Trump peut très bien prendre n'importe quelle décision sans s'en ouvrir préalablement à personne. En particulier, sans demander l'avis d'aucun de ses plus proches collaborateurs. On se demande si en l'occurrence on n'est pas dans ce cas de figure. Trump aura pris sa décision seule, pour la révéler ensuite à un échantillon de ses électeurs, les seuls à qui il estime devoir rendre des comptes. Le discours même servi à cette occasion tend à confirmer ce c'est bien ainsi que les choses se sont passées. Ce discours est électoral, ou électoraliste si l'on préfère. Trump est allé voir une partie de ses électeurs, en l'espèce ceux de l'Ohio, mais à travers eux, c'est bien sûr à l'ensemble de ses électeurs qu'il s'adressait, pour obtenir d'eux reconnaissance de la conformité de ses actes par rapport aux paroles qu'il leur a tenues pendant la campagne électorale. Et après celle-ci d'ailleurs, étant donné que dans le fond il n'a pas cessé d'être en campagne. Un président qui attend d'être en présence de ses supporters pour annoncer une décision de cette portée, qu'il a pu très bien garder pour lui-même jusqu'alors, entend gouverner d'une façon toute particulière. Cependant, Trump n'a pas pris vis-à-vis de ses électeurs l'engagement ferme de rappeler les soldats de Syrie. Et pour cause, ceux-ci n'y étaient pas au moment de la campagne électorale. Or le discours de l'Ohio est de quel'un qui s'est effectivement engagé à ne pas envoyer de troupes imposer le diktat américain à l'extérieur, comme si les Etats-Unis étaient responsables du monde. Sur ce plan, on peut dire qu'il a poursuivi la politique de son prédécesseur. Peu après avoir donné le sentiment de s'en démarquer. M. H.

cette possibilité leur est offerte. « Cette attitude est très encourageante. 30% est un taux appréciable », commente Mahdi Zakaria, estimant qu'il serait intéressant de faire un travail de sensibilisation sur les 70 % des indécis et des réticents pour leur expliquer l'importance d'héberger leurs sites en Algérie pour limiter les risques d'attaques. L'enquête qui a touché quelque 1 000 institutions et entreprises a montré que 17% de cet échantillon ont reconnu avoir fait l'objet d'une attaque de type virus ou intrusion au cours des douze derniers mois.

Meriem Benchaoua

Un fléau qui prend de l'ampleur avec le développement des TIC

La lutte contre la cybercriminalité s'intensifie en Algérie

Le phénomène de la cybercriminalité ne cesse de s'intensifier en prenant des formes de plus en plus diverses et variées. Usurpation d'identité, escroquerie, détournement de données confidentielles, piratage, harcèlement... Cette nouvelle forme de crime prend de plus en plus d'ampleur parallèlement au développement des nouvelles technologies. Cependant, la lutte contre ce fléau en Algérie s'intensifie à travers la mise en place d'outils juridiques nécessaires. Le ministre de la Justice, Tayeb Louh, avait affirmé, il y a quelques jours à Alger que son secteur préparait un projet de loi relatif à la lutte contre la cybercriminalité, mettant en avant la nécessité d'« adapter la législation algérienne aux développements survenus dans le monde ». Pour sa part le président du Sommet africain sur cyber-sécurité, Mehdi Zakaria, qui a présenté mardi soir à Oran, une étude sur la cyber-sécurité, travail ayant touché plus de 1 000 organismes et entreprises nationales, a estimé

que l'Algérie peut occuper une bonne place sur les plans africain et mondial en matière de cyber-sécurité. Les résultats de ce travail s'étalant sur deux années et demi ont été présentés en avant-première, lors de l'ouverture des travaux du Sommet africain sur la cyber-sécurité devant se poursuivre jusqu'à aujourd'hui. Il s'agit d'un premier état des lieux sur la cyber-sécurité en Algérie, a souligné le même intervenant. De son côté, le DG de la modernisation au niveau du ministère de l'Intérieur, Henni Abderrezak, a souligné que les autorités attendent de cette rencontre des solutions qui leur permettront de proposer des services sécurisés. Placé sous le slogan la cyber-sécurité à l'ère de la transformation digitale africaine, cette rencontre voit la participation de 14 pays africains, a-t-on constaté sur place. Des délégations de diverses institutions et entreprises de Tunisie, du Ghana, d'Afrique du Sud, du Cameroun, du Tchad, du Congo, du Gabon,

du Niger, d'Egypte et d'Algérie ainsi que celles des pays occidentaux comme la France, la Belgique, la Croatie et le Canada, prennent part à cet événement qui vise à débattre les grandes questions liées à la cyber-sécurité dans le continent africain. Organisé par l'agence de communication « XCOM Agency », cet événement de trois jours prévoit des conférences, des tables rondes et des ateliers ainsi que nombre de rendez-vous B to B, a-t-on indiqué. La protection de la vie privée, la cybercriminalité et la protection des données, la cyber-sécurité, la monétique et paiement en ligne et le développement de la collaboration panafricaine, seront autant de thématiques qui seront abordées au cours de cet événement.

57% des organismes nationaux hébergent leurs sites Internet à l'étranger

Pas moins de 57% des orga-

nismes et entreprises nationales hébergent leurs sites Internet à l'étranger, selon cette étude. Ce travail, intitulé « Baromètre 2018 Cyber Sécurité des entreprises et institutions algériennes », souligne que seulement 29% des organismes nationaux hébergent leurs sites Internet en Algérie, contre 57% qui optent pour des opérateurs étrangers. Les 14% restants ignorent le lieu d'implantation du data-center de l'hébergeur. Cette situation résulte du manque d'hébergeurs algériens. « Il n'existe aucune offre en mesure de prendre en charge la demande croissante en matière d'hébergement de tout un pays », explique le président du Sommet, Mahdi Zakaria, qui a présenté l'étude. Un nouveau cadre législatif est en cours d'élaboration. Les investisseurs privés peuvent désormais investir dans ce domaine, a-t-il souligné, ajoutant que l'étude révèle, par ailleurs, que 30% des organismes recourant à des hébergeurs étrangers sont prêts à faire héberger leurs sites en Algérie, si

Devin Nunes, président de la commission renseignement au Congrès américain

L'Algérie a été longtemps une «région de stabilité, amie et alliée» des Etats-Unis

■ L'Algérie a été «longtemps une région de stabilité, amie et alliée de longue date» des Etats-Unis d'Amérique, a soutenu, hier à Alger, le président de la commission renseignement au Congrès américain, Devin Nunes.

Par Salem K.

«**N**ous avons eu une excellente réunion avec le ministre des Affaires étrangères. Nous sommes ravis d'être présents ici, représentant la commission du renseignement du Congrès. Nous pensons que l'Algérie a été longtemps une région de stabilité, amie et alliée de longue date des Etats-Unis d'Amérique», a déclaré à la presse M. Nunes qui conduit une délégation du Congrès américain en Algérie, à l'issue de l'audience que lui a accordée le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel. Pour sa part, M. Messahel a relevé avoir eu des discussions «assez intéressantes», exposé les préoccupations de l'Algérie dans la région et fait état de «l'expérience acquise par l'Algérie notamment dans des questions qui nous interpellent tous». Les Etats-Unis sont un pays «extrêmement important. Les questions de la lutte antiterroriste figurent parmi les préoccupations, non seulement aux Etats-Unis mais de toute la communauté internationale», a-t-il souligné, ajoutant que les questions dans la région, notamment la situation en Libye, au Mali et dans le Sahel ont été évoquées. L'intérêt que porte le partenaire américain à l'expérience algérienne est «assez important», a-t-il expliqué, ajoutant que «nous avons fait cet effort d'expliquer comment toutes ces dernières années, l'Algérie, grâce à la clairvoyance et à la vision du président de la République, est parvenue à cette stabilité, tant souhaitée, non seulement par le peuple algérien mais également par nos partenaires».

Ouyahia reçoit une délégation de membres du Congrès américain

Le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a reçu, hier à Alger, une délégation de membres du



Congrès américain conduite par le Comité permanent de la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, indique dans un communiqué. M. Devin Nunes, président du Comité permanent de la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, indique dans un communiqué.

S. K./APS

À compter du 7 avril à Alger/Union panafricaine des postes

Réunion du Conseil d'administration de l'UPAP

L'Algérie abritera, du 7 au 12 avril, la 37^e session ordinaire du Conseil d'administration de l'Union panafricaine des postes, (Upap) donnant ainsi suite au mémorandum d'entente, signé le 18 janvier dernier, entre la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houada-Imane Faraoun et le Secrétaire général de l'Union, Younouss Djilbrine, indique hier son département ministériel. Ce Conseil, qui se réunira pour la première fois en Algérie, devra adopter le rapport de sa 36^e session, tenue du 8 au 10 mai 2017

dans la capitale kenyane, Nairobi. Il validera, dès lors, les rapports et recommandations des commissions administratives et techniques, et arrêtera le choix du thème de la journée panafricaine des postes pour l'année 2019. En marge de la réunion du Conseil, se tiendra, le 11 avril 2018, le Forum des régulateurs postaux, dont les travaux seront axés sur le thème de la régulation des services financiers postaux. Ce forum permettra également le partage des expériences et des pratiques relatives aux statuts juridiques et financiers des Autorités de régulation et au-delà, l'harmonisation des politiques et réglementations en Afrique

dans le domaine postal. Le Conseil d'administration, qui se réunit annuellement, gère les affaires de l'Union entre les Conférences des Plénipotentiaires. Le travail du Conseil est soutenu par celui des commissions administratives et techniques qui sont chargées d'une vaste gamme d'aspects des services postaux. L'Union panafricaine des postes – Upap – est une institution spécialisée de l'Union africaine, chargée de la coordination des activités de développement des services postaux en Afrique. **Yanis F.**

Du 5 au 7 avril au Centre international des conférences

Médecine interne : 22^e congrès maghrébin

Le 22^e congrès maghrébin de médecine interne se tiendra du 5 au 7 avril 2018 au Centre international des conférences (CIC) à Alger, simultanément avec le 24^e congrès national de médecine interne, indique hier, dans un communiqué, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Les deux manifestations, organisées par la

Société algérienne de médecine interne, seront présidées par le ministre du secteur, Mokhtar Hasbellaoui, et aborderont plusieurs thématiques dont celles inhérentes à l'obésité et aux maladies chroniques, telles que le diabète sucré, les dyslipidémies, etc., précise la même source. Les spécialistes, nationaux et étrangers, y évoqueront, en outre, les médicaments

bio-similaires, le traitement des poussées aiguës des maladies systémiques, est-il ajouté. Cette double rencontre se déclinera sous forme de conférences et symposiums, de communications orales et affichées et d'ateliers. Des nouveautés y seront présentées, dont une conférence culturelle sur «L'histoire de la médecine interne en terre d'islam», par le P' Ahmed Djebbar,

mathématicien algérien et spécialiste de l'histoire des sciences. Un expert turc, le P' Ahmed Gul, dissertera sur les dernières données liées à la maladie de Behçet (inflammation des vaisseaux sanguins), définie pour la première fois, dans les années 1930 par un chercheur issu de Turquie.

Samah B.

Issus de plusieurs wilayas du pays et de Tunisie

Levée de stage pour une promotion de 616 avocats

Une cérémonie de levée de stage pour une promotion de 616 avocats issus de plusieurs wilayas du pays ainsi que de Tunisie a été organisée hier par l'Ordre des avocats de Bouira, à l'auditorium de l'université Akli-Mouhand-Oulhadi, en présence d'un représentant du ministère de la Justice, Ahmad Salah Ali, et du président de l'Union nationale des barreaux d'Algérie, Ahmed Sai, ainsi que de la bâtonnière du barreau de Bouira, Ouafia Sidhoum. Baptisée du nom du maître Chergui Aissa, cette promotion 2016-2018 a subi un stage de deux ans dans le cadre du programme de formation établi par l'Union nationale

des barreaux d'avocats ainsi que du programme proposé par le barreau de Bouira. Les avocats stagiaires ont bénéficié de sessions de formation pratique et théorique ainsi que de visites sur terrain au niveau de tribunaux et cours d'appel, a expliqué à l'APS Ouafia Sidhoum, reconnue comme étant la première femme bâtonnière en Algérie, en Afrique et dans le Monde arabe. Le conseil de l'Ordre du barreau de Bouira est composé de 8 femmes sur un nombre de 19 membres, a précisé la même responsable. Au cours de la cérémonie, le représentant du ministère de la Justice a appelé les nouveaux avocats à s'armer de savoir et

de connaissances des différentes lois pour entamer leur parcours dans le succès, tout en les exhortant à préserver les valeurs nobles du métier d'avocat, ainsi qu'à se doter de transparence, d'indépendance et de rigueur dans leur carrière professionnelle. «Le message des avocats est clair. Il est lié à la justice. Ce métier a de nobles valeurs qu'il faut préserver au cours de votre parcours. Vous devez vous armer de savoir et de connaissances des lois pour réussir une véritable carrière d'avocats», a insisté à l'ouverture de la cérémonie. De son côté, le président de l'Union nationale des barreaux d'Algérie a salué les jeunes avocats pour

leurs efforts couronnés hier par la remise des diplômes, les incitant également à œuvrer davantage dans la modernisation de la noble profession d'avocat dans le futur. «Vous devez travailler dans ce sens pour moderniser cette profession. Il y a un projet au niveau du ministère de la Justice et porte sur un processus de modernisation du secteur devant parvenir à une justice électronique. Donc, les avocats doivent se conformer à certains critères techniques et assister à des journées d'étude qui doivent être axées sur cette question», a souligné M. Sai.

Ghani T.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à près de 65 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 64,98 dollars le baril, contre 66,09 la veille, a indiqué, hier, cette Organisation sur son site web.



Par Salem K.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie Saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Mardi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 68,04 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 40 cents par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de

«light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai prenait 42 cents à 63,43 dollars une heure après son ouverture. Les acteurs du marché ont pris connaissance mardi des données officielles russes sur la production, qui a augmenté de 0,7% en mars par rapport à mars 2017, pour atteindre 10,97 millions de barils par jour. La Russie, premier producteur mondial, s'est associé fin 2016 à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et à neuf autres producteurs pour s'engager à limiter leurs extractions afin de rétablir l'équilibre de l'offre et de la demande. D'autre

part, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses partenaires ont respecté leur accord de limitation de la production à un niveau record. Selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC), les pays participant à l'accord ont atteint un nouveau record de respect des objectifs de limitation de la production, qui a atteint un niveau de 138%, selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC). Pour rap-

pel, les pays producteurs de l'Opep, associés à dix autres producteurs non membres de l'Opep dont la Russie, s'étaient pour leur part mis d'accord fin 2016 pour limiter leur production afin de contenir la chute des cours. Alors que l'accord de l'Opep et de ses partenaires est actuellement prévu jusqu'à fin 2018, le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, dont le pays s'est engagé aux côtés de l'Opep à limiter sa production pour éviter un déséquilibre du marché, a affirmé récemment que la fin de l'accord se ferait uniquement si le marché était rééquilibré. Dans

son dernier rapport, l'Opep a revu en hausse de 0,28 million de barils par jour (mbj) son estimation de la production non Opep cette année : elle devrait atteindre 59,53 mbj, soit une croissance de 1,66 mbj sur un an. Hier, les prix du pétrole reculaient en cours d'échanges européens. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 67,19 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 93 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai cédait 95 cents à 62,56 dollars.

A. D./APS

Chine L'activité dans les services a encore ralenti en mars

L'ACTIVITÉ dans les services a encore ralenti en Chine en mars dernier, avec sa progression la plus faible depuis quatre mois, selon l'indice indépendant Caixin publié hier. L'indice des directeurs d'achat (PMI) pour les services, calculé par le cabinet IHS Markit et publié par le groupe de médias Caixin, s'est établi à 52,3 en mars, contre 54,2 le mois précédent et 54,7 en janvier. Ce secteur crucial de la deuxième économie mondiale continue donc de progresser, mais à un rythme plus lent : un chiffre au-dessus de 50 témoigne d'une expansion de l'activité, et en-deçà d'une contraction. En l'occurrence, il s'agit de la progression la plus faible depuis le mois de novembre 2017, reflétant une baisse de la demande intérieure de services dans le pays asiatique. Un autre indice, publié par Caixin lundi, a également révélé un affaiblissement de la croissance de l'activité manufacturière au plus bas depuis quatre mois. L'indice calculé pour ce secteur s'est établi à 51 en mars contre 51,6 en février et 51,5 en janvier. Au total, l'indice composite PMI de Caixin, qui agrège services et industrie manufacturière, est tombé à 51,8 le mois dernier, toujours au plus bas depuis quatre mois, après 53,3 en février et 53,7 en janvier. Le score de janvier était le meilleur depuis sept ans. A rebours de l'indice manufacturier publié par Caixin, le Bureau national des statistiques (BNS) avait publié samedi un PMI de 51,5 pour mars, qui signalait une reprise de l'activité après un net essoufflement en février.

R. E.

Zone euro

Le chômage baisse en février, l'inflation s'accélère en mars

Le taux de chômage dans la zone euro a poursuivi sa baisse en février à 8,5%, alors que l'inflation s'est accélérée en mars à 1,4%, comme attendu, montrent les données publiées hier par l'office statistique de l'UE, Eurostat. Comme prévu, le taux de chômage dans la zone euro a reculé à 8,5% en février 2018, poursuivant la baisse entamée il y a quelques mois, conformément aux attentes des analystes. Le taux de chômage a baissé ainsi par rapport au taux de 8,6% de janvier 2018 et au taux de 9,5% de février 2017. «Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis décembre 2008», a fait remarquer Eurostat. En septembre 2016, le taux de chômage dans la zone euro est passé sous le seuil symbolique de 10%. Depuis, il n'a pas cessé de baisser, mais reste élevé par rapport au taux moyen de 7,5%, enregistré avant le début de la crise financière de 2007 et 2008. Cependant, si Malte et l'Allemagne continuent à enregistrer les taux de chômage les

plus faibles de la zone euro (3,5% chacun), la Grèce (20,8% en décembre 2017) et l'Espagne (16,1%) enregistrent, en revanche, les taux de chômage les plus élevés de la région. Ces deux pays enregistrent également les taux de chômage des jeunes les plus élevés de la zone : 45,0% en Grèce (en décembre 2017) et 35,5% en Espagne, suivis de l'Italie avec 32,8%. Dans l'UE, le taux de chômage s'est établi à 7,1% en février 2018, en baisse par rapport au taux de 7,2% de janvier 2018 et au taux de 8,0% de février 2017. «Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE depuis septembre 2008», a souligné Eurostat. Les données d'Eurostat montrent également qu'en février 2018, 17,632 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE, dont 13,916 millions dans la zone euro. Comparé à février 2017, le chômage a baissé de 1,968 million de personnes dans l'UE et de 1,436 million dans la zone euro.

L'inflation s'accélère en mars, mais reste loin de l'objectif de la BCE

L'inflation en zone euro a progressé en mars à 1,4% contre 1,1% en février, grâce essentiellement à la hausse des prix de l'alimentation et des services, mais son niveau reste loin du taux proche de 2%, visé par la Banque centrale européenne (BCE) qui pourrait abandonner son programme de soutien à l'économie prochainement. Le chiffre de l'inflation en mars est conforme aux attentes des économistes qui s'attendaient en moyenne à un taux d'inflation à 1,4%.

Ces données montrent que c'est la hausse des prix des produits alimentaires non transformés qui ont augmenté de 0,9% après avoir baissé de 0,9% en février et de ceux des services, +1,5% en mars, contre 1,3% le mois précédent, qui ont permis la progression de l'inflation. Les

prix de l'énergie ont augmenté de 2,0% en mars, après avoir progressé à un rythme de 2,1% en février. S'agissant de l'inflation dite «de base» qui exclut les éléments volatiles, celle-ci a également progressé à 1,3% sur un an, contre 1,2% en février. Même si le taux d'inflation enregistré en mars est toujours loin de l'objectif de la BCE d'un taux proche de 2%, la progression enregistrée par rapport au mois de février confortera l'institution de Francfort dans sa décision de renoncer à la possibilité d'augmenter le volume mensuel de ses rachats de dettes publiques et privées.

Dans son traditionnel communiqué sur les taux publié le 8 mars dernier, la BCE a supprimé la référence à la possibilité d'accroître «si nécessaire» le volume de ce programme, actuellement fixé à 30 milliards d'euros par mois. Ce programme est passé en avril 2016 de 80 milliards à 60 milliards d'euros mensuels, puis tombé à 30 milliards d'euros par mois depuis janvier. **Younès F.**

El Tarf

Renforcer l'alimentation en eau potable «avant le ramadhan»

■ Une série d'opérations est en cours de concrétisation à travers la wilaya d'El Tarf, pour renforcer l'alimentation en eau potable «avant le mois de ramadhan», a indiqué le chef de l'exécutif local.

Par Lyes B.

S inscrivant dans le cadre d'un programme d'urgence et du programme communal, ces opérations visent, a précisé Belate Mohamed, lors d'un conseil de wilaya consacré à l'évaluation du bilan et perspectives de prise en charge du mois sacré et de la saison estivale 2018 en matière d'eau potable, à «assurer une meilleure couverture en eau», notamment dans certaines localités enregistrant un déficit dans ce domaine, à l'image des daïras de Bou adjar, El Kala, El Tarf et Besbes. Selon le wali, il est important d'achever les différentes opérations, notamment celles inscrites dans le programme d'urgence, qui a nécessité un investissement public de l'ordre de 7 milliards de dinars, et de procéder aux essais «avant le mois de ramadhan» afin de permettre un meilleur apport en eau potable dans une région réputée pour l'affluence durant la saison estivale de touristes de tout bord, ce qui accentue les besoins en matière d'eau. Il a mis également l'accent sur l'accélération du rythme d'avancement des travaux en cours insistant sur l'importance des efforts consentis par l'Etat pour améliorer l'IAEP. La priorité a été accor-



dée à la mise à niveau de la station de pompage de Mexa, a-t-on fait savoir en soulignant la nécessité de la coordination entre les concernées pour la livraison d'ouvrages de qualité. Selon le directeur local des ressources en eau, Ghers Mohamed, le programme de développement d'AEP porte sur une série d'opérations destinées à améliorer la desserte des agglomérations raccordées au système Mexa à l'exemple de la zone sud-ouest Drean et Besbes où une opération de rénovation de la conduite de transfert vers Annaba et El Kala, à partir du barrage Mexa a été nécessaire en raison de la dégradation très avancée de la conduite. Le trans-

fert d'eau, actuellement en exploitation sur l'axe Dean-Besbes assure 7 000 m³/jour, avec une répartition équitable entre les deux villes, renforcée par 6 forages, a-t-on noté, soulignant que la production qui passera durant le mois de Ramadan prochain de 5 200 m³/jour à 8 000 m³/jour à Besbes. Ces productions seront revues à la hausse après la récupération du volume perdu en déperdition, après le dédoublement de la conduite Mexa-Hnichette, avec un apport de l'ordre de 25 000 m³, a ajouté de même source signalant que ces projets destinés aussi bien à la wilaya d'El Tarf que Annaba, sont appelés à «équilibrer les quotas alloués à partir du systé-

me Mexa». Parmi les communes et agglomérations secondaires ciblées par ces projets, figurent Oued ElHout, Ramel El Souk, El Ayoun, Bayada et Oued Djenane, Souarekh et Haddada (El Kala), Ain Assel et El Frine (El Tarf), Matroha (Zitouna), le Lac des Oiseaux (Ben M'hidi), Kebouda, Sidi M'Barek et Sidi Kaci (El Chatt) et Drean et Besbes. En plus de ces actions, il a été procédé à la réhabilitation de 17 forages, dans le cadre d'une opération de développement et de réhabilitation des équipements électrique et hydro-mécaniques, en cours et portant sur un total de 40 forages, a-t-on aussi précisé.

L. B./APS

Ghardaïa

Plus de 480 millions DA pour l'actualisation des instruments d'urbanisme

Une enveloppe de plus de 480 millions DA a été consacrée ces dernières années à une opération d'étude et d'actualisation des instruments d'aménagement et d'urbanisme à travers les communes de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUAC). Ces études ont porté sur l'élaboration et l'actualisation de treize plans directeurs d'aménagement urbain (PDAU) des communes de la wilaya, de 131 plans d'occupation des sols (POS) et de 18 études géotechniques, a précisé Abdelaziz Siouada. Sur les PDAU achevés des 13 communes que compte la wilaya

de Ghardaïa, seul ceux de cinq communes (Berriane, Hassi Lefhel, Métili, Guerrara et Hassi El-Gara) ont été approuvés, alors que les huit autres attendent leur approbation par l'Assemblée populaire de wilaya, conformément à la réglementation, a indiqué le DUAC. Depuis deux ans, la direction de l'urbanisme a réalisé également 131 plans d'occupation des sols (POS) pour les différentes communes de la wilaya, a ajouté M. Siouada, signalant que l'ensemble de ces POS ont été achevés. Dans le souci de dégager des assiettes foncières répondant aux normes techniques requises pour l'édification et la réalisation de projet de construction, 18

études géotechniques sont en cours d'élaboration par des laboratoires spécialisés, a-t-il fait savoir. Cette opération d'actualisation des PDAU de l'ensemble des communes de la wilaya vise en premier lieu à identifier le patrimoine foncier, à accompagner les mutations spatiales et à mettre en place des documents urbanistiques permettant la reconstruction et la requalification des espaces urbains afin d'améliorer le cadre de vie du citoyen et renforcer l'attractivité de ces localités pour l'investissement productif créateur de richesses et générateur d'emplois, a expliqué le DUAC.

Hocine A.

Tissemsilt

Lancement des travaux de réalisation de 1 500 logements location-vente

Les travaux de réalisation d'un quota de 1 500 logements location-vente ont été lancés à Tissemsilt, et inscrits au titre du programme AADL2. Ces projets dont le coup d'envoi des travaux ont été donnés par le wali, Abdelkader Benmassoud, lors de sa visite d'inspection au chef-lieu de wilaya, ont été confiés à une société turque pour un délai de 24 mois. A cette occasion, le

wali a insisté sur la nécessité du suivi et d'un accompagnement permanent de ce chantier par les représentants de l'agence AADL en vue de sa livraison dans les délais impartis. Par ailleurs, le même responsable a inspecté le projet de réalisation de 800 logements location-vente du programme AADL 2 au niveau du même site qui enregistre un taux de réalisation appréciable selon

les explications fournies par le directeur des projets AADL, Omar Beldjouher. Le wali a appelé la société turque, chargée de la réalisation de ce quota d'habitats à la nécessité de respecter ses engagements portant sur la livraison du projet dans ses délais impartis, assurant qu'il effectuera des visites périodiques au chantier en vue d'augmenter son rythme de réalisa-

tion. Cette visite d'inspection a porté aussi sur le lancement des travaux de réalisation d'un institut national de formation professionnelle, doté d'une enveloppe financière de 310 millions DA. Cette infrastructure de formation en bâtiment et travaux publics est dotée d'une capacité d'accueil de 300 places pédagogiques et un internat de 120 lits.

A.O.

Oran / Sidi Maarouf et hai Essabah Projets de réalisation de deux gares de transport urbain

DEUX NOUVELLES gares de transport urbain seront réalisées au titre de l'investissement privé à Sidi Maarouf et hai Essabah (USTO), a-t-on appris auprès de la direction des transports. Ces deux stations viennent combler le déficit enregistré dans la wilaya en ce genre d'infrastructures à l'ère de la grande dynamique que connaît le secteur des transports, a-t-on souligné. Il existe un déficit en matière de structures d'accueil, notamment les gares pour le transport urbain, ce qui entrave l'organisation des lignes, a-t-on relevé de même source, signalant que des études sont en cours d'élaboration pour la réalisation de stations similaires à travers différentes régions de la wilaya. Les services de la direction des transports œuvrent à mettre au point un nouveau plan de transport qui englobe le multimodal, en prévision des grands-rendez vous prévus à Oran dans les prochaines années. Ce plan prévoit la restructuration des lignes, l'application de la grille du programme contenue dans l'étude liée à l'exploitation du tramway d'Oran et la réadaptation et l'organisation de toutes les lignes pour fluidifier la circulation automobile. La direction des transports œuvre à activer une série de décisions de wilaya organisant le transport dont celles portant sur l'embellissement et le nettoyage des moyens de transport et la création d'une aire de stationnement des poids lourds. **APS**

Mila / Glissement de terrain sur la RN 79A

Mobilisation de plus de 110 millions DA pour traiter le problème

UNE ENVELOPPE financière de plus de 110 millions de dinars a été réservée pour traiter le phénomène de glissement du sol sur la route nationale RN A79 relevant du tronçon routier de la commune de Mila, a-t-on appris du directeur des travaux publics (DTP). «Trois points de glissement de terrain, enregistrés sur cet axe routier qui connaît une circulation dense des poids lourds, sont concernés par la réfection», a indiqué Abdallah Salay, ajoutant que l'entreprise de réalisation de ce projet a été désignée. Les services de la direction des travaux publics ont retardé le lancement des travaux d'entretien de cette route pour la fin du mois en cours alors qu'il était programmé pour le dernier trimestre de l'année précédente, en raison des conditions climatiques défavorables, a-t-on encore noté. Il est à signaler que cet axe routier constitue «la voie» des poids lourds qui viennent de l'Est de la wilaya pour se rendre au port de Djen Djen de la wilaya de Jijel via la route nationale RN 27.

R.R.

Règlement du conflit au Sahara occidental

Washington exprime son engagement en faveur des efforts de l'ONU

■ Le département d'Etat américain a exprimé mardi soir son engagement en faveur des efforts menés par les Nations unies en vue d'un règlement du conflit au Sahara occidental.

Par Kailali Meriem

« Les Etats-Unis ont exprimé leur engagement en faveur des efforts déployés par les Nations unies pour parvenir à une solution politique, pacifique, durable et mutuellement acceptable au conflit de longue date au Sahara occidental », a déclaré la porte-parole du département d'Etat, Heather Nauert, à l'issue d'un entretien entre le secrétaire d'Etat par intérim, John Sullivan, et le ministre des Affaires étrangères marocain, Nasser Bourita. Nasser Bourita et John Sullivan ont évoqué « les questions régionales, y compris les efforts pour parvenir à la paix dans la région », a précisé M^{me} Nauert dans la déclaration publiée par le département d'Etat. L'entretien intervient dans un contexte difficile pour le Maroc, qui après être renvoyé à ses responsabilités dans la zone tampon d'El Guergarat, s'est engagé dans une escalade verbale contre le Front Polisario pour détourner l'attention du Conseil de sécurité du vrai problème qui est le blocage du processus de paix. Arrivé mardi à Washington, Bourita devrait rencontrer aujourd'hui à New York le chef de l'ONU, Antonio Guterres, a annoncé l'organisation onusienne dans son agenda pour mercredi. L'entretien avec Guterres intervient également au lendemain du démenti formel apporté par l'ONU aux accusations du Maroc concernant la prétendue présence d'éléments armés sahraouis dans la zone démilitarisée d'El Guergarat, sous surveillance des Nations unies. L'ONU qui avait déjà enjoint le Maroc d'accepter l'envoi d'une mission technique pour examiner la situation sur le terrain, a affirmé lundi que la Minurso n'avait observé aucun mouvement d'éléments militaires dans la région. Avec sa démarche dangereuse, le Maroc veut provoquer une crise à El Guergarat à la veille des discussions prévues au Conseil de sécurité sur le mandat de la Minurso, en cherchant des prétextes pour se désengager du processus de paix que le secrétaire général de l'ONU et son envoyé personnel envisagent de relancer cette année. Le Maroc est à l'origine de la crise dans cette zone sensible, située à la frontière avec la Mauritanie, lorsqu'il a voulu imposer en 2016 la construction d'une route traversant les territoires sous contrôle du Front Polisario. Dans une note confidentielle transmise au Conseil de sécurité en août 2016, le secrétariat général de l'ONU

avait reconnu la violation de l'accord militaire numéro un par le Maroc. Le chef de l'ONU, Antonio Guterres, a affirmé que Rabat s'est opposé à l'envoi d'une mission technique pour examiner la situation sur le terrain et envisager les moyens de résoudre la crise. « Le Front Polisario a accepté la proposition en juin. En août le Maroc a répondu (...) et estimé que la mission proposée était inopportune et inappropriée », a révélé Guterres dans la copie préliminaire de son rapport sur la situation au Sahara occidental qui sera présenté au Conseil de sécurité courant avril. Le SG de l'ONU a appelé le Maroc à « reconsidérer cette initiative afin que les deux parties au conflit puissent s'engager dans une discussion de bonne foi sur cette question » en rappelant que cette mission d'experts est prévue par le paragraphe 3 de la résolution 2351 (2017) du Conseil de sécurité, prorogeant le mandat de la Minurso. Ladite résolution reconnaît que la crise à El Guergarat « soulève des questions fondamentales liées au cessez-le-feu et aux accords connexes et demande au SG de l'ONU d'examiner les moyens de la résoudre ».

Les dernières provocations marocaines dénotent l'échec de la politique de l'occupant

Le président sahraoui et Secrétaire général du Front Polisario, Ibrahim Ghali, a affirmé que les dernières provocations marocaines dénotent l'échec des politiques de l'occupant dans tous les domaines. Intervenant lors d'une journée d'étude organisée par le ministère du Développement économique sur l'agriculture, le Président Ghali a indiqué, selon l'agence sahraouie (SPS), que « tous les desseins du Maroc ont échoué », ajoutant qu'« il n'est plus question pour le Maroc de



Heather Nauert, porte-parole du département d'Etat

jouer sur le temps après avoir été isolé par la communauté internationale qui insiste à chaque fois sur la justesse de la cause du peuple sahraoui et sa lutte pour ses droits légitimes à la liberté et à l'indépendance». « L'occupation marocaine a joué sur le temps pour tenter d'entamer la résistance du peuple sahraoui en misant sur un changement de position de l'Union africaine (UA) », a-t-il poursuivi. Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a salué, par ailleurs, « le rôle des alliés du peuple sahraoui dont l'Algérie et sa position de principe inspirée de sa révolution nationale en soutenant tous les mouvements de libération dans le monde », affirmant que « les institutions de la souveraineté nationale seront édifiées sur les terres sahraouies libérées ». Il a indiqué, également, que la dernière campagne

marocaine visait à « entraver la visite de l'envoyé onusien dans les zones sahraouies occupées ainsi que la visite programmée du président de la Commission de l'UA qui doit présenter son rapport lors du prochain sommet ». L'ONU avait démenti lundi les accusations du Maroc, selon lesquelles le Front Polisario aurait déployé des éléments militaires à El Guergarat, en affirmant que la Minurso n'avait enregistré aucune violation de l'accord de cessez-le-feu dans cette zone tampon. « Nos collègues de la Minurso n'ont observé aucun mouvement d'éléments militaires dans le territoire Nord-est. La Minurso continue de suivre la situation de près », a déclaré Stéphane Dujarric, le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, lors de son point de presse. La déclaration de M. Dujarric intervenait en réponse à une ques-

tion sur les accusations du Maroc relatives à de prétendues violations de l'accord de cessez-le-feu par le Front Polisario dans cette zone sous surveillance des Nations unies. Le Maroc qui cherchait à provoquer une crise à la veille des discussions prévues au Conseil de sécurité sur la prorogation du mandat de la Minurso, avait envoyé dimanche une lettre au président du Conseil de sécurité dans laquelle il évoque « le maintien de la présence » d'éléments armés du Front Polisario à El Guergarat. Le Maroc est à l'origine de la crise dans cette zone sensible, située à la frontière avec la Mauritanie, lorsqu'il a voulu imposer en 2016 la construction d'une route traversant les territoires sous contrôle du Front Polisario.

K. M.

Tunisie

Recettes touristiques en hausse de 23% à fin mars

Les recettes touristiques ont affiché une hausse de 23%, pour atteindre 457 millions de dinars durant le premier trimestre 2018 contre 371 millions de dinars une année auparavant. Ainsi, le nombre de touristes ayant visité la Tunisie, de janvier à mars 2018, a augmenté de 23% par rapport à la même période de 2017. Concernant les marchés émetteurs, le nombre de touristes européens a progressé de 52,2%, tandis que le nombre de touristes maghrébins a augmenté de 18,3%. Il est à rappeler que depuis l'année en cours, Selma Elloumi Rekiq, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, a annoncé, à maintes reprises, que la Tunisie prévoit d'ac-

cueillir huit millions de touristes tout au long de l'année 2018, avec des taux de réservation importants de la part des clients européens et de nouveaux clients. Elle a également affirmé que le nombre des touristes qui vont visiter la Tunisie devrait revenir à ses niveaux d'avant les attentats terroristes de Sousse et du Bardo survenus en 2015. Notons que ce nombre était de l'ordre de 7,1 millions en 2014, contre 5,3 millions en 2017. De ce fait, les recettes touristiques devraient augmenter, en 2018, de 25% par rapport à l'année 2017 qui a affiché des revenus estimés à 2,8 milliards de dinars, avec des flux de plus de sept millions de touristes. Afin

d'atteindre ces objectifs, les autorités concernées et les professionnels du secteur ont lancé plusieurs initiatives. Il s'agit, notamment, d'une stratégie de relance contre la persistance de l'image dégradée de la destination Tunisie après les attentats de 2015, basée sur la communication de la stabilité sécuritaire, l'amélioration de l'environnement et la propreté des cités, ainsi que sur la qualité des prestations au sein des hôtels. S'ajoute à cela une réflexion sur une campagne promotionnelle adressée aux marchés maghrébins, notamment algérien, et les marchés européens, particulièrement français.

Amel N./Agences

Renault Algérie

Début de production et des précommandes de la nouvelle Clio IV



Page animée par Ali Zidane

Troisième véhicule produit au sein de l'usine de Renault Algérie Production à Oued Tlalat, la nouvelle Clio est désormais commercialisée en Algérie. La plus célèbre citadine du pays revient dans une nouvelle apparence séduisante et audacieuse, grâce, notamment, à une nouvelle signature lumineuse lui conférant plus de caractère et une personnalité singulière.

À l'intérieur, la nouvelle Clio inspire la qualité et le souci du détail avec ses finitions soignées. Elle offre également une expérience de conduite accrue, grâce à la richesse de ses équipements et de la gamme de motorisations proposée, qui est la plus large du marché et qui compte désormais le performant moteur dCi 110ch. Avec plus de 13 millions d'exemplaires distribués à travers le monde depuis son lancement en 1990, la Clio est la voiture française la plus vendue de tous les temps. Cette success story se poursuit avec la nouvelle Clio, désormais produite et commercialisée en Algérie. Renault Clio est un modèle très prisé par les automobilistes algériens, et cette nouvelle version, plus séduisante que jamais, est très attendue. Elle est proposée

dans une richesse inégalée d'équipements et de motorisations :

La nouvelle Clio qui sera disponible en deux finitions «Limited+» et «GT Line» gagne encore en audace, grâce à sa signature lumineuse full LED et à l'intégration d'éléments de design et d'ambiance à l'intérieur, inspirant la qualité et le soin du détail. En introduisant le moteur dCi 110 couplé à une boîte manuelle à six vitesses, la nouvelle Clio dispose de la gamme de groupes motopropulseurs la plus large du marché algérien.

Elle offre une expérience de conduite accrue grâce à de nombreuses nouveautés, dont la navigation GPS intégrée à son écran multiMedia tactile 7 pouces, la caméra de recul avec aide au parking avant et le rétroviseur électrochrome anti-éblouissement de série.

Avec des ventes en Algérie dépassant les 165 000 unités depuis 2001, la Clio est l'un des véhicules préférés des Algériens. Elle se place, par ailleurs, parmi les véhicules les plus vendus de sa catégorie dans le reste du monde. Afin de répondre à ce succès commercial, l'usine de Renault Algérie Production de Oued Tlalat est le quatrième site à assembler la nouvelle Clio, en complément des sites de Novo



Mesto en Slovénie, de Bursa en Turquie et de Flins en France.

Étant produite en Algérie, la nouvelle Clio est éligible au crédit à la consommation. Elle bénéficie également d'une première révision gratuite, valable dans tous les ateliers du réseau après-vente de Renault Algérie.

La nouvelle Clio est fabriquée dans l'usine de Renault Algérie

Production à Oued Tlalat, dans le respect des normes internationales de qualité et de sécurité du Groupe Renault. Par ailleurs, des tests de sécurité ont été effectués en France et des tests de roulage ont été réalisés en Roumanie et à travers les routes algériennes, dans les conditions réelles d'utilisation. Afin de satisfaire les besoins de tous ses

clients, particuliers ou professionnels, la nouvelle Clio est proposée en 3 motorisations, diesel et essence à savoir Essence Tce 90 ch BVM 5 ; Diesel dCi 85 ch BVM 5 et le nouveau Diesel dCi 110 ch BVM 6 : nouveau moteur dCi 110 couplé à une boîte manuelle à six vitesses. La sécurité des occupants représentant une priorité pour le Groupe Renault, la nouvelle Clio dispose de plus d'équipements de sécurité que ce qu'impose la réglementation en la matière. Les précommandes de la nouvelle Clio ont été ouvertes le 1^{er} avril dans tout le réseau de distribution. Renault Algérie dispose aujourd'hui de 56 distributeurs agréés à travers le pays dont trois succursales. Il s'agit du réseau de distribution automobile le plus étendu d'Algérie. Côté tarifs, la nouvelle Clio sera proposée au prix de 1 999 000 DA de la Tce 90 ch BVM5, de 2 249 000 DA pour la dCi 85 ch BVM5 et 2 579 000 DA pour la dCi 110 ch BVM6.

Sovac Production

Golf Start+ se dote d'un moteur plus puissant

Encore de la puissance pour la Volkswagen Golf. Proposée jusque-là dans sa version Start en bloc moteur 2.0 TDI 110 CH, elle sera désormais dotée d'un nouveau moteur 2.0 TDI 143 CH, au grand bonheur des clients en quête permanente de nouvelles sensations de conduite. Mais pas seulement ! La nouvelle Golf Start+ prend une fraîcheur par rapport à sa précédente, puisqu'elle est proposée avec des équipements supplémentaires, offrant ainsi aux conducteurs une meilleure qualité de conduite.

Poursuivant sa politique commerciale 2018, Volkswagen se rapproche d'avantages de ses clients en ralliant qualité et confort, avec le prix. La montée en production de l'usine Sovac



Production a permis de proposer une nouvelle offre plus attractive pour les clients de la Golf Start et extrêmement équipée. En effet, cette nouvelle finition ambitionne de toucher un large public et se positionner entre les clients de la

Start et de la Join. Sur son aspect extérieur, elle se distingue de sa précédente, par ses pare-chocs avec baguette chromée et des jantes en alliage léger 16" Hita. Il faut aussi rappeler ses équipements de base, à savoir de phares doubles halogènes avec éclairage de jour à LED, des phares antibrouillard et feux de bifurcation, des feux arrière en technologie LED. De l'intérieur, la Golf Start+ s'offre une sellerie en tissu avec dessin «Zoom», un accoudoir central à l'avant et à l'arrière, une application en chrome sur la commande rotative d'éclairage et de réglage des rétroviseurs. Aussi, des miroirs de courtoisie éclairés dans les stores pare-soleil. Pour ce qui est de la sécurité, en plus des équipements de base à savoir l'ESP, ABS, ASR, EDS, MSR et aussi de régulateur de vitesse, d'airbag conducteur et passager avant, avec désactivation de l'airbag passager, un détecteur de fatigue, cette nouvelle finition est dotée d'un système d'aide au stationnement, signaux d'avertissement en cas d'obstacles à l'avant et à l'arrière.

La Golf Start+, proposée au même prix de la Golf Start à 3 300 000 DA TTC, est désormais disponible dans tout le réseau Sovac.

Kia Al Djazair

Exonération de la TVA (19%) pour les Picanto et Rio



KIA PICANTO



KIA RIO



KIA CERATO



KIA K2500

Le Conseil national des investissements vient d'accorder, le 19 mars 2018, l'exonération de la Taxe sur la valeur Ajoutée (TVA) aux véhicules de la marque Kia assemblés en Algérie et com-

mercialisés par Kia Al Djazair, filiale de Global Group. Ainsi, comme tous les autres véhicules assemblés en Algérie, les produits de la marque Kia seront désormais commercialisés en

exonération de la TVA. Kia Al Djazair rappelle que la Taxe sur la valeur ajoutée perçue sur les véhicules qu'elle commercialise est intégralement reversée aux services compétents de l'Etat.

Dès le début de la commercialisation de sa production, Kia Al Djazair avait annoncé que ses tarifs seraient revus à la baisse dès que l'exonération de la TVA sera accordée. Kia Al Djazair voit donc sa grille tarifaire en conséquence. De nouveaux tarifs seront applicables à partir du 8 avril 2018.

La Kia Picanto sera proposée à partir de 1 390 000 Dinars dans sa version LX Start 1.2L (avec climatisation, radio commande au volant avec entrées USB et auxiliaire et verrouillage à distance).

La Kia Rio sera proposée à partir de 1 790 000 Dinars dans sa version LX Start 1.4L (avec climatisation, radio commande au

volant avec entrées USB et auxiliaire, verrouillage à distance et vitres électriques).

Depuis l'annonce de l'exonération de la TVA, Kia Al Djazair a décidé de suspendre toute livraison de véhicule afin que ses clients puissent en bénéficier. Les clients qui ont passé commande et en attente de livraison seront donc tous livrés avec une facturation selon les nouveaux tarifs.

Pour tous les clients qui ont déjà acquis un véhicule de sa production entre janvier et mars 2018, et qui ont donc payé la TVA (intégralement reversée aux services de l'Etat), Kia Al Djazair a décidé de faire un geste commercial pour les remercier de la confiance qu'ils lui ont accordée. Pendant 18 mois, ils bénéficieront de vidanges gratuites.



Affaire Skripal

Moscou accuse Londres et Washington de l'empoisonnement

■ La Russie a accusé hier les services spéciaux britanniques et américains de l'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et sommé les Occidentaux de dialoguer, plutôt que de la punir, pour éviter une nouvelle crise des missiles de Cuba.

Par Rosa C.

Mise en cause par des Occidentaux en rang serré, Moscou a convoqué une réunion de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) à La Haye hier pour exiger des réponses sur les accusations la visant. Le président Vladimir Poutine, qui a dénoncé une «campagne antirusse», a dit espérer que cette rencontre mettra «le point final» à cette affaire qui a porté la confrontation Est-Ouest à son pire niveau depuis la Guerre froide et abouti à une vague historique d'expulsions réciproques de diplomates.

La Russie, qui clame son innocence depuis le début, s'estime renforcée par les déclarations du laboratoire britannique

ayant analysé la substance utilisée contre l'ex-espion, empoisonné avec sa fille Ioulia à l'aide d'un agent innervant le 4 mars en Angleterre. Ce dernier a reconnu ne pas avoir de preuve qu'elle provenait de Russie, poussant le Kremlin à sommer Londres de lui «présenter des excuses». Haussant le ton, le chef du renseignement extérieur russe, Sergueï Narychkin, a affirmé hier que l'affaire Skripal avait été «grossièrement fabriquée par les services spéciaux de Grande-Bretagne et des États-Unis». Il a appelé à renoncer à recourir à la force dans les relations internationales, afin de ne pas amener la situation jusqu'à une nouvelle crise de Cuba, qui avait placé les États-Unis et l'URSS au bord d'une confrontation nucléaire en 1962. Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait déjà

affirmé lundi que l'empoisonnement «pouvait être dans l'intérêt du gouvernement britannique» pour détourner l'attention du Brexit au sein de la population du pays. Faute d'excuses, Moscou espère des éclaircissements sur les accusations britanniques lors de la réunion des 41 membres de l'OIAC, qui se tient dans un bâtiment sous haute protection.

«Cette initiative russe est une nouvelle tactique de diversion, destinée à saper le travail de l'OIAC dans son enquête», a réagi le ministère britannique des Affaires étrangères dans un communiqué. L'OIAC avait été sollicitée par Londres pour «vérifier l'analyse du gouvernement britannique». Ses experts se sont rendus au Royaume-Uni pour obtenir des échantillons de la substance utilisée lors de l'empoisonnement, qui doivent être analysés dans des laboratoires internationaux indépendants. L'ambassadeur russe aux Pays-Bas, Alexandre Choulguine, est arrivé peu avant le début de la réunion dans les locaux de l'OIAC. Une source diplomatique occidentale interrogée par l'AFP a qualifié la réunion de manière pour Moscou de «poser plein de questions pour détourner l'attention», prévoyant «un étalage de mauvaise foi». A la veille de cette réunion, le laboratoire britannique qui a analysé la substance utilisée contre Sergueï Skripal et sa fille a reconnu mardi ne pas être en mesure de déterminer sa



PH. S.D.R.

provenance, qu'elle a cependant identifié comme du Novitchock, un agent innervant de type militaire dont l'origine serait un laboratoire soviétique. Le laboratoire a relevé que la fabrication de la substance nécessitait «des méthodes extrêmement complexes» qui ne pouvait être à disposition que d'un «acteur étatique». Vladimir Poutine a relevé qu'une substance comme celle utilisée à Salisbury contre Sergueï Skripal pouvait être fabriquée «dans une vingtaine de pays du monde». Le gouvernement britannique a rapidement réagi en déclarant que les recherches menées à Porton

Down ne constituaient qu'«une partie du renseignement» à sa disposition. Sergueï Skripal, 66 ans, et sa fille Ioulia, 33 ans, étaient toujours hospitalisés mardi. L'état de santé de cette dernière «s'améliore rapidement», elle «n'est plus dans un état critique», contrairement à son père, qui est dans un état «stable», selon l'hôpital. Ancien colonel du service de renseignement de l'armée russe (GRU), Sergueï Skripal avait été condamné par Moscou pour «haute trahison» en 2006 avant de faire l'objet d'un échange d'espions en 2010. Il s'était alors installé en Angleterre. R. C.



Points chauds

Sensibilités

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis quelques semaines une possible normalisation, encore inimaginable il y a peu, commence à être envisagée par les deux Corées qui s'efforcent d'ouvrir et de maintenir le dialogue. Pourtant, un long chemin sera à faire avant de parvenir à trouver la paix entre les deux nations ennemies depuis plusieurs décennies. Un certain nombre de sujets qui fâchent seront surtout à mettre de côté lors des premières rencontres entre les représentants du Nord et du Sud pour permettre au processus de garder sa viabilité. La cheffe de la diplomatie sud-coréenne a ainsi indiqué cette semaine que les droits de l'Homme en Corée du Nord ne seraient probablement pas abordés lors du sommet intercoréen, après que Pyongyang a critiqué le soutien de Séoul à une résolution de l'ONU. Le leader de la Corée du Nord, Kim Jong Un, et le président de la Corée du Sud, Moon Jae-in, doivent se rencontrer le 27 avril pour un sommet, événement rare, dans la zone délimitarisée qui divise la péninsule, là où fut signé l'armistice ayant mis fin à la guerre de Corée (1950-53). Mardi soir, le média d'État de Pyongyang a condamné la Corée du Sud pour son «double jeu suspect» après que Séoul eut salué en mars une nouvelle résolution des Nations unies dénonçant les violations des droits de l'Homme en Corée du Nord. De telles initiatives pourraient mettre en danger le dialogue à venir, averti le Nord. «Il s'agit d'une provocation politique à l'égard de la DPRK (République démocratique populaire de Corée) et d'un acte intolérable conduisant à refroidir l'atmosphère du dialogue», a déclaré l'agence de presse officielle du Nord, KCNA, dans un commentaire. «Avec qui vont-ils avoir un dialogue et avec qui vont-ils améliorer les relations en niant la dignité et le système social du partenaire du dialogue ?», a interrogé l'agence du Nord. La ministre sud-coréenne des Affaires étrangères, Kang Kyung-wha, a indiqué que Séoul maintenait une «position de fermeté» contre la «situation déplorable des droits de l'homme» en Corée du Nord mais que la perspective de Moon d'aborder ce sujet lors du sommet avec Kim Jong Un était peu probable. «Pour renforcer le dialogue, les thèmes sur lesquels les deux parties se sont accordées seront abordés», a-t-elle ajouté. La situation des droits de l'Homme en Corée du Nord a été vivement critiquée par les Nations unies. Ce pays, un des plus fermés au monde, aurait jusqu'à 120 000 prisonniers politiques détenus dans des camps rappelant le régime du goulag, selon des témoignages d'ex-prisonniers. Mais si Séoul veut réussir à maintenir le dialogue avec Pyongyang, des concessions devront être faites, au début du moins, sur certains sujets délicats. Les dirigeants nord-coréens ayant toujours été sensibles aux attaques sur sa façon de traiter leur peuple. Toutefois, ce sujet ne pourra pas être ignoré pour toujours et son apparition dans le dialogue entre les deux nations pourrait compromettre tout l'ensemble du processus de paix.

F. M.

Liban

Conférence internationale de soutien pour éviter la faillite

Le Liban vit depuis plusieurs mois dans la crainte d'une crise économique et financière ayant accéléré la tenue d'une conférence internationale parrainée par la France pour voler à son secours et éviter une faillite de l'État. L'économie du Liban est en panne depuis sept ans en raison de crises politiques à répétition ayant vu l'actuelle Chambre des députés prolonger son propre mandat à trois reprises : les élections législatives de mai seront les premières depuis 2009. A cela s'est ajouté le conflit en Syrie voisine et l'afflux d'environ un million de réfugiés. C'est dans ce contexte que se tient vendredi à Paris une conférence de soutien, baptisée «Cèdre», avec la participation de représentants de plusieurs pays arabes et européens, ainsi que d'institutions financières régionales et internationales. Le Liban espère lever «entre 6 et 7 milliards de dollars sous forme de lignes de crédit et de dons», a indiqué à l'AFP Nadim Mounla, conseiller du Premier ministre

Saad Hariri. Avant la conférence, les autorités ont adopté en extrême leur nouveau budget 2018 qui prévoit un déficit de 4,8 milliards de dollars contre 2,3 milliards en 2011, au début de la crise syrienne. Face à cette forte détérioration, «la probabilité d'une crise systémique est désormais d'autant plus élevée», met en garde l'économiste Paul Doueihy. En l'absence de toute réforme structurelle, le Fonds monétaire international (FMI) avait mis en garde les autorités libanaises face au poids croissant de la dette publique, dans une note alarmante publiée en février. Celle-ci est estimée à plus de 80 milliards de dollars soit 150% du PIB, le troisième ratio le plus élevé à l'échelle mondiale, après le Japon et la Grèce, et pourrait atteindre 180% dans cinq ans, selon le FMI. Avec un déficit public à 10% du PIB, le «Liban a crucialement besoin d'un plan de consolidation fiscale», a prévenu l'institution internationale. «Or l'État n'a de cesse d'augmenter ses dépenses»,

déplore M. Doueihy. Le Parlement libanais a adopté en juillet une hausse des salaires dans le secteur public dont le coût annuel est estimé à plus d'un milliard de dollars. «L'État a embauché, en parallèle, 26 000 nouveaux fonctionnaires au cours des trois dernières années», indique Nassib Ghobril, directeur de la recherche à la Byblos Bank. Si les Finances publiques sont dans le collimateur, les craintes d'une dévaluation monétaire n'ont pas non plus disparu. La Banque du Liban (BDL) a puisé en novembre dernier plus de 800 millions de dollars dans ses réserves en devises étrangères pour enrayer les conversions vers le billet vert et préserver le taux de change fixe à 1507,5 livres/dollar, en place depuis 1997. Mais les facteurs structurels à l'origine de la fragilité monétaire persistent. Avec un solde chroniquement déficitaire de la balance courante – à 20% du PIB l'an dernier – la livre libanaise est artificiellement surévaluée, estiment les spécialistes.



Lancement de la rencontre nationale à Saida

«Fresque collective de Maamora, 45 ans après»



Par Adéla S.

Lors de première journée de cette manifestation, organisée par l'association «Culture et cinéma», la fresque historique réalisée en 1973 à l'école primaire «Benkhouda-Abdelkader» a été revisitée.

L'assistance a eu droit de explications par l'artiste Denis

Martinez, qui a souligné que le contenu de cette fresque, réalisée en une journée par quatre peintres, renseigne sur une symbiose entre la culture et la révolution agraire dans les années

■ La rencontre nationale sur le thème «Fresque collective de Maamora, 45 ans après» s'est ouverte mardi dans la commune de Maamora (Saida), en présence des artistes ayant participé à la réalisation de cette œuvre créative.

70, époque où le domaine artistique marquait un dynamisme et une activité intense.

Cette œuvre créative de l'école «Aoucham», qui se distingue par un style particulier, invite le spectateur à une lecture des symboles et couleurs utilisés, a-t-il ajouté.

Cette rencontre est marquée par la réalisation d'une autre fresque collective sur la façade de l'école primaire précitée par six artistes de l'Ecole régionale des beaux-arts de Sidi Bel-Abbès. Cette œuvre associe de jeunes artistes ayant excellé dans la reproduction en art de coutumes et traditions, dans la

perspective de suivre la voie des artisans de l'ancienne fresque, leurs prédécesseurs artistes-peintres dont Denis Martinez, Mohamed Khedda, Mohamed Benbaghdad et Zerrouki Boukhari.

Des écoliers ont été gratifiés à l'occasion d'un spectacle du conteur et d'un autre de marionnettes animé par Djamel Ghaoui et Kada Bensemicha de la wilaya de Saida.

Cette manifestation culturelle de trois jours prévoit des tables rondes abordant notamment les circonstances de réalisation de la fresque collective en 1973, la protection de cette œuvre par les hommes d'autodéfense GLD en 1990, ainsi que deux films documentaires «Denis Martinez, un homme en liberté» du réalisateur Claude Hirsch et «Khadda, le signe et l'olivier» réalisé par Jaoudet Guessouma.

Maamora est le premier village socialiste inauguré par le président défunt Houari Boumediène en 1973, a rappelé le président d'APC, Belhamidi Mohamed.

A. S./APS

D. L.

Du 12 au 18 avril à Tlemcen

Sixième édition du festival national des arts plastiques

La 6^e édition du festival national des arts plastique se déroulera du 12 au 18 avril courant au département des arts de la faculté des lettres et des langues de l'université Abou-Bekr-Belkaid de Tlemcen, a-t-on appris mardi du Commissaire du festival.

Organisée sous le parrainage du Haut commissariat à l'amazighité, par l'association Solidarité étudiante nationale autour

du thème «L'Amazighité, identité et culture», cette manifestation regroupera 110 étudiants et étudiantes issus de 33 wilayas du pays, a affirmé le D^r Mimoune Oumiloud.

Le programme de cette sixième édition portera sur la mise sur pied de concours et d'ateliers, outre une journée d'étude sur le thème «L'art plastique dans la culture amazigh», a-t-il indiqué, faisant savoir que des

séances d'apprentissage de la langue amazighe (écriture et lecture) seront organisées à cette occasion.

Cette édition sera marquée, également, par des expositions d'œuvres picturales auxquelles participeront des associations culturelles et celles versées dans la culture et le tourisme juvénile.

A. S./APS

D. L.

«Printemps des Arts»

Journée d'information en présence des différents acteurs du monde des arts plastiques

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a annoncé mardi l'organisation d'une journée d'information, le 10 mai prochain à Alger, qui regroupera les différents acteurs du monde des arts plastiques, dans le cadre de la manifestation «Printemps des Arts» (du 5 au 12 mai). Lors d'une conférence de presse, M. Mihoubi a indiqué que cette rencontre examinera les «différentes questions» liées

aux arts plastiques, précisant que le «Printemps des Arts» ne consistent pas uniquement à organiser des expositions et des ventes d'œuvres d'art, mais aussi à ouvrir un espace regroupant les acteurs de ce domaine, à leur tête les galeristes, en tant que premier maillon de la chaîne du développement de ce marché.

Cette rencontre regroupera également des plasticiens, des organisateurs et des commis-

saires d'exposition, des responsables d'établissements culturels, des académiciens, des critiques et des journalistes, outre des représentants des douanes et des impôts, ainsi que d'entreprises économiques privées, a souligné le ministre.

Cette journée d'information examinera plusieurs volets dont la présentation des expériences des salons d'expositions et de certains plasticiens nationaux et

étrangers, outre plusieurs mécanismes du marché de l'art dont les formalités des contrats d'art, les ventes aux enchères et la tarification douanière, a-t-il dit.

Le ministre de la Culture avait déclaré récemment que la manifestation «Printemps des Arts» qu'abritera le Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, verra la participation de près de 150 plasticiens et de près de dix galeries d'art privées.

R. C.

Exploitable pour le tourisme

La wilaya d'Alger riche en atouts culturels

Le Directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Alger, Mansour Noureddine, a indiqué lundi que la wilaya d'Alger disposait d'atouts culturels à même de l'ériger en modèle eu égard au plan stratégique d'aménagement et d'urbanisme 2015-2030 qui lui permet ainsi d'être «exploitable pour le tourisme».

Intervenant en marge d'une conférence nationale sur le développement et la promotion du tourisme culturel ayant pour thème «Le tourisme culturel, un partenariat durable au service de la destination Algérie», M. Mansour a déclaré à l'APS que le plan stratégique d'aménagement et d'urbanisme lancé par les services de la wilaya «a donné ses

fruits» à travers la réhabilitation du vieux bâti et de La Casbah en tant que «centre touristique par excellence».

Les services de wilaya «sont conscients de l'importance de l'ancienne ville et sa contribution à attirer les touristes chercheurs du savoir culturel», a-t-il indiqué, relevant que La Casbah s'est vue «accorder une grande importance et une enveloppe financière» pour qu'elle soit le cœur du tourisme de la capitale.

Le même responsable a mis en avant l'importance des musées que recèle la wilaya d'Alger ainsi que le Jardin d'essai du Hamma, lesquels, a-t-il dit, sont «des leviers touristiques» qui vont renforcer la valeur de

La Casbah. Il a reconnu que la wilaya d'Alger «ne dispose pas encore d'un produit touristique commercialisable» en raison du manque d'agences de voyages spécialisées dans le tourisme culturel, ajoutant qu'elle n'a pas aussi de guides touristiques agréés.

Organisée à l'Hôtel El Aurassi, cette conférence nationale a été marquée par l'allocation prononcée par le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, qui a mis l'accent sur l'aménagement de la ville d'Alger et les sites archéologiques classés et non classés comme La Casbah, le Jardin d'essai et plusieurs sites historiques tels les vieilles mosquées, les jardins et les palais que recèle cette ville.

Racim C.

CBC/Radio-Canada Une femme pour la première fois à la tête du groupe public

CATHERINE TAIT, productrice de télévision, de cinéma et de contenu numérique, a été nommée mardi présidente-directrice générale du groupe audiovisuel public CBC/Radio-Canada, première femme à occuper ce poste.

Comptant plus de 25 ans d'expérience dans le milieu de la télévision et du cinéma indépendants, sa nomination a été annoncée par la ministre du Patrimoine canadien (Culture), Mélanie Joly.

M^{me} Tait, 60 ans, présidait jusqu'à tout récemment Duopoly, une entreprise de film, de télévision et de contenu numérique.

Ancienne attachée culturelle du Canada en France, elle a aussi collaboré avec Téléfilm Canada, organisme public de financement de la production cinématographique en anglais et en français au Canada.

Nommée pour un mandat de cinq ans par un comité consultatif indépendant, elle succède à la tête du réseau public à Hubert Lacroix, qui était en poste depuis 2008.

L. M.



USM Alger
Zaki reviendra en Algérie

UNE ANNÉE après avoir mené le CR Belouizdad à remporter la Coupe d'Algérie de football, l'entraîneur marocain Badou Zaki a accepté le challenge de diriger l'autre club algérois l'USM Alger la saison prochaine, en remplacement de Miloud Hamdi. C'était déjà dans l'air. Le club phare de «Soustara» a officialisé avec l'ancien sélectionneur du Maroc, ce dernier a trouvé un accord suite à des pourparlers menés avec le président du directoire Abdelhakim Serrar et le manager général Rachid Malek, a annoncé l'USMA mardi soir dans un communiqué publié sur son site officiel. Les deux dirigeants usmistes se sont déplacés au Maroc lundi pour rencontrer Badou Zaki et lui présenter le projet du club. Badou Zaki (59

ans), Ballon d'Or africain en 1986 en tant que gardien de but, s'est montré «très intéressé par le challenge usmistes», précise la même source, soulignant que Zaki s'installera à Alger dans deux semaines et préparera avec le directoire la prochaine saison. L'entraîneur actuel des «Rouge et Noir», Miloud Hamdi, qui avait remplacé au pied levé le Belge Paul Put durant la phase aller, a informé la direction de son désir de quitter le club à la fin du championnat fixé au 19 mai prochain. Outre l'objectif de terminer la saison sur le podium, l'USMA reste engagée en Coupe de la Confédération africaine (CAF) où elle rencontrera le week-end prochain les Nigériens de Plateau United en 16^e de finale aller (bis).

Coupe d'Algérie (demi-finales)
JSK-MCA officiellement
au stade Hamlaoui

LA DEMI-FINALE de la Coupe d'Algérie entre la JS Kabylie et le MC Alger se déroulera le vendredi 13 avril à 16h00 au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, a indiqué la Fédération algérienne de football mardi. Les deux équipes se sont affrontées ce mardi au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-ouzou en match comptant pour

la mise à jour de la 23^e journée du championnat de Ligue I Mobilis. Les Canaris se sont imposés sur le score de 3 à 1. L'autre demi-finale entre l'USM Bel-Abbès et le CR Zaouia aura lieu le lendemain, samedi 14 avril à 16h00 au stade 24-Février de Bel Abbès. La finale est programmée le 1^{er} mai prochain.

Cyclisme
Chalel absent au Dijon-Auxonne-Dijon

LE CYCLISTE algérien Yacine Chalel, victime d'une grippe, a annoncé mardi qu'il était contraint de renoncer à la course Elite Dijon-Auxonne-Dijon, prévue dimanche en France et qui devait être son «premier grand objectif» de l'année. «Une grippe dont je tarde à me remettre m'oblige à déclarer forfait pour Dijon-Auxonne-Dijon, qui devait être mon premier grand objectif de l'année», a publié le champion d'Afrique en titre sur sa page facebook. «Je suis très déçu, surtout que c'est la troisième course à laquelle je dois renoncer en l'espace de quelques jours», a poursuivi le médaillé d'or en scratch, début

février dernier au Maroc, acceptant toutefois le fait que «la vie soit ainsi faite». Outre la course Elite Dijon-Auxonne-Dijon, Chalel a en effet renoncé au Grand Prix de Loches, disputé samedi dernier en Indre-et-Loire, avant de déclarer forfait également pour le Prix des œufs durs, disputé lundi à Poilly-Lez-Giens. Chalel, sociétaire de l'Olympique CVO, a annoncé que son retour à la compétition devrait se faire le 11 avril à Isbergues, espérant être en forme à la fin du mois pour pouvoir relever le défi lors des autres grands objectifs qu'il s'est fixé.

Tennis/Classement mondial «juniors»
Importante progression
d'Amier et Mebarki

LES ALGÉRIEN Matis Amier et Bochra Rehab Mebarki ont gagné respectivement 129 et 122 places dans le nouveau classement mondial de la catégorie, se positionnant désormais aux 1 249^e et 1 770^e rangs, suivant la dernière publication de la Fédération internationale de tennis (ITF), dévoilée mardi. Une importante ascension pour Amier, qui avec désormais 260.50 points se positionne à la troisième place des Algériens les mieux classés sur le plan mondial, derrière Youcef Rihane (168^e) et Adel Khalil Redjaâ (1138^e). Cependant, ces derniers ont été moins gâtés qu'Amier dans le dernier classement de

l'ITF, puisque Rihane a perdu 15 places, alors que Redjaâ a connu une chute vertigineuse de 87 places. Chez les filles, et malgré une élimination précoce aux derniers championnats d'Afrique des moins de 14 ans, disputés à Pretoria (Afrique du Sud), Bochra Rehab Mebarki a rejoint le Top 3 des Algériennes les mieux classées sur le plan mondial de la catégorie. Elle emboîte le pas aux Oranaises Lynda Benkaddour (234^e) et Houria Boukholda (977^e), qui elles ont perdu respectivement 26 et 74 places cette semaine.

Ligue I Mobilis (25^e journée)
Le leader
à l'épreuve de la JSS

■ Le leader de la Ligue I Mobilis, le CS Constantine, sera demain après-midi à l'épreuve de la JS Saoura dans une rencontre très disputée, pour le compte d'un match avancé de la 25^e journée de la Ligue I Mobilis, sachant que les Sudistes n'ont pas perdu espoir de jouer les trouble-fête et tenter de prendre une place sur le podium.



Les constantinois décidés

Par Mahfoud M.

Les Constantinois iront en conquérants à Béchar et feront tout leur possible pour prendre les trois points du succès. Certes, ce sera très difficile, mais les poulains d'Amrani restent décidés et prêts à se sacrifier pour revenir avec le meilleur résultat possible. C'est un virage décisif que devraient aborder les gars du Vieux rocher qui n'ont plus droit à l'erreur sachant que tout faux pas leur sera fatal. Les Constantinois n'ont qu'une seule

idée en tête : l'emporter et surtout avec la manière pour marquer les esprits et rester concentrés sur leur sujet jusqu'à l'obtention de leur objectif qui est de remporter le deuxième titre de champion de leur histoire après celui remporté en 1996. Toutefois, ils devront faire très attention aux Bécharois qui se présenteront avec une grande volonté de bien faire pour sortir de ce marasme, sachant que les protégés de Neghiz ont connu une période de doute qui a été difficile à vivre. Les gars de la JSS sont dans une situation telle qu'ils ne peuvent pas se per-

mettre un autre faux pas dans leur stade fétiche du 20-Août 55 de Béchar. Les Sudistes se doivent d'être bien concentrés sur leur sujet et ne laisser filer aucun autre point at home au risque d'être lâchés par les autres formations qui jouent le podium et qui ont une marge d'avance par rapport à eux. Les coéquipiers de Yahia Chérif sont conscients de ce qui les attend et se donneront à fond pour être au rendez-vous et faire plaisir à leurs fans qui attendent une résurrection de leur team.

M. M.

Ligue II Mobilis (25^e journée)
Chaud derby à Béjaïa

Le stade de l'Unité Maghrébine de Béjaïa sera en ébullition demain avec un chaud derby entre les deux voisins et co-leaders, la JSMB et le MOB, pour le compte de la 25^e journée de la Ligue II Mobilis. Le derby sera indécis et il est hasardeux de faire un pronostic, tant les deux formations ont les qualités et les capacités pour l'emporter et aller de l'avant. La JSMB qui reçoit dans ce match est décidée à se donner à fond

pour prendre les trois points et se rapprocher encore plus de son objectif de l'accession en Ligue I. Toutefois, elle devra faire très attention à cette équipe du MOB qui est très redoutable quand elle le veut. L'AS Aïn Mliia, qui n'a pas dit son dernier mot, reçoit l'ASM Oran et devrait pouvoir prendre les trois points dans ce choc, surtout qu'elle bénéficie du soutien de ses supporters. Enfin, l'ASO Chlef jouera à l'aise chez elle à domicile en recevant

la formation du MCS.

M. M.

Le programme :
Vendredi 05 avril 2018 à 16h :
CRBAF-MCEE
RCR-ABS
WAT-CABBA
RCK-GCM
JSMB-MOB
ASAM-ASMO
ASO-MCS
CAB-JSMS

Sur invitation de Zetchi
Véron Mosengo Omba à Alger le 6 avril

Le Directeur régional de la Zone Afrique et Caraïbes de la Division des Associations membres de la FIFA, Véron Mosengo Omba, effectuera le vendredi 6 avril 2018 une visite de travail à Alger, sur invitation du président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a annoncé cette instance hier. «Un riche programme attend le représentant de la FIFA pour la journée du

vendredi, qu'il entamera par une réunion avec le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, au siège de son département ministériel», a commencé par détailler la FAF dans un communiqué, ajoutant que «par la suite, M. Mosengo Omba se rendra au Centre technique national de Sidi Moussa, où il aura droit à une visite guidée, qui sera suivie d'un déjeuner offert en son honneur par la FAF».

Dans l'après-midi, M. Mosengo Omba effectuera une visite au siège de la FAF, à Dely Brahim, avant de tenir une réunion de travail avec le président Zetchi et les membres du bureau fédéral. Enfin, l'hôte de la FAF, dont l'arrivée est prévue le 5 avril dans la soirée, animera une conférence de presse au niveau du siège de la FAF avant de quitter Alger à destination de Genève.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bande frontalière avec le Maroc

Saisie de 3,6 quintaux de kif traité

UNE QUANTITÉ de 3,6 quintaux de kif traité a été saisie, dans la nuit de mardi à mercredi, dans une zone proche de la bande frontalière ouest, aux environs de la wilaya de Tlemcen, par des éléments des gardes-frontières relevant de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris des services de ce corps constitué.

Agissant sur informations faisant état de la préparation d'une opération d'introduction de cette drogue sur le territoire national à

partir du Maroc, des éléments du 6^e groupement des gardes-frontières de Sidi Djillali (Tlemcen) ont renforcé leur présence sécuritaire pour surveiller cette zone.

Cette vigilance a permis la saisie de cette quantité de drogue au niveau de la frontière, ajoute la même source. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête sur les tenants et aboutissants de cette affaire.

L. M.

APN

Séance plénière aujourd'hui consacrée aux questions orales

L'ASSEMBLÉE populaire nationale (APN) tient aujourd'hui une séance plénière consacrée à des questions orales adressées à cinq membres du gouvernement, a indiqué hier un communiqué de l'APN. Ces questions concernent les secteurs de l'Education nationale (2 questions), du Commerce (2 questions), du Tourisme et de l'artisanat (1 question), de la Santé, de la population et de la Sécurité hospitalière (2 questions) et du Travail, de l'Emploi et de la Réforme sociale (2 questions).

R. N.

Tamanrasset

Un terroriste en possession d'une arme se rend aux autorités

UN TERRORISTE, en possession d'un pistolet mitrailleur et de trois chargeurs garnis, s'est rendu hier aux autorités militaires à Tamanrasset, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, ce matin du 4 avril 2018,

aux autorités militaires en 6^e Région militaire, à Tamanrasset», précise la même source. «Il s'agit de M. Khatri, dit Abou Aïcha qui avait rallié les groupes terroristes en 2012».

«Ledit terroriste avait en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et trois chargeurs garnis».

O. B.

Cheraga et Zeralda

Démantèlement d'une bande de cambrioleurs

LA BRIGADE territoriale de la Gendarmerie nationale de Jolie Vue relevant de la section de Cheraga (W. Alger) a arrêté, dernièrement, une bande de criminels composée de 4 individus impliqués dans le cambriolage de plusieurs domiciles situés dans la banlieue de Cheraga et Zeralda, a indiqué, hier, un communiqué du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger.

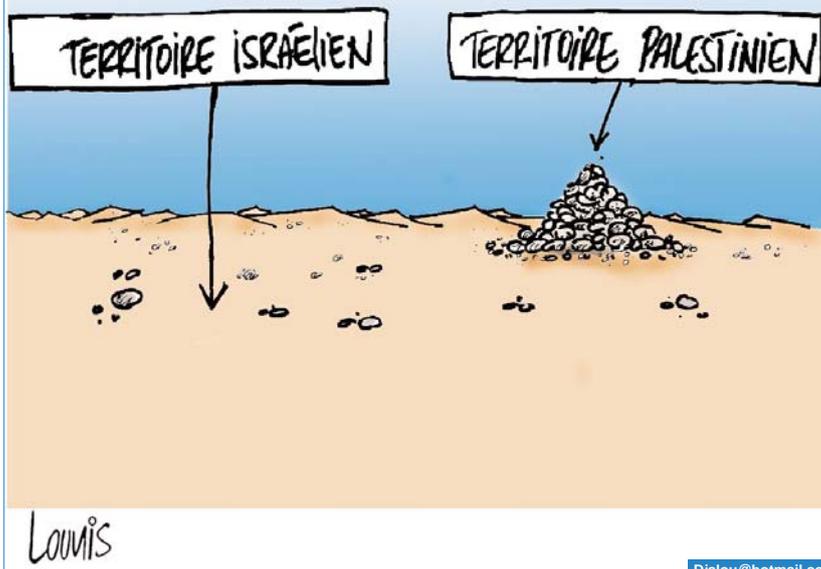
L'arrestation des 4 suspects, âgés de 20 à 30, est intervenue la semaine dernière, suite à une plainte déposée par un citoyen dont le domicile a été cambriolé lorsqu'il se trouvait, en compagnie de son épouse, dans les Lieux saints, précise le communiqué, ajoutant qu'à son retour, il avait signalé le vol d'une somme estimée à 50 millions centimes et de bijoux d'une valeur de 100 millions de centimes.

Après le dépôt de plainte auprès de la Brigade territoriale de la GN de Jolie Vue, une enquête a été lancée à travers l'activation des renseignements qui ont dévoilé qu'une bande de criminels s'était spécialisée dans le cambriolage de domiciles à Cheraga et dissimulait les objets volés dans un garage. Sur la base de ces renseignements, une patrouille a été dépêchée au garage signalé et a récupéré les objets volés pour les restituer à leur propriétaire.

Les mis en cause ont été déferés devant le procureur de la République près le tribunal de Cheraga qui a ordonné leur incarcération, pour «constitution d'association de malfaiteurs et délit de vol», a conclu le communiqué.

Safy T.

"Israël a droit à un territoire" affirme le prince héritier saoudien



Djalou@hotmail.com

El Tarf/Incendie à l'entreprise Frigomedit

3 500 tonnes de lait en poudre parties en fumée

■ 3 500 tonnes de lait en poudre stockées dans un entrepôt frigorifique appartenant à l'entreprise publique Frigomedit, dont la direction régionale se trouve à Skikda, sont parties en fumée dans un incendie survenu dans la nuit de mardi à mercredi, à Chebaita Mokhtar, dans la daïra de Dréan.

Par Slim O.

Selon la même source, «les éléments de la Protection civile d'El Tarf sont intervenus aux environs de 2 heures du matin, à la cité Salami Tahar, pour tenter d'éteindre l'important incendie qui s'est déclaré au niveau de cet entrepôt». Ce dernier, composé de 6 chambres d'une capacité globale de stockage de 15 000 m³, renfermait dans le cadre

d'une prestation de service, une marchandise appartenant à l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL), a-t-on ajouté. Selon la même source, les pompiers étaient hier encore à pied d'œuvre pour venir à bout des flammes qui se sont propagées rapidement en raison de la nature des matériaux inflammables (polyester) composant la toiture et les murs de cette structure, soulignant que cette opération a

nécessité la mobilisation de 60 pompiers, 12 véhicules anti-incendie et 2 ambulances. En plus de la perte de 3 500 tonnes de lait en poudre, l'incendie a ravagé l'ensemble de ladite structure, a-t-on soutenu, en précisant qu'aucune perte humaine n'est à déplorer. Une enquête a été par ailleurs ouverte pour déterminer les causes exactes à l'origine de cet incendie, a-t-on précisé.

S. O./APS

Piqûres de scorpion

58 décès dans 16 wilayas en 2017

CINQUANTE-HUIT cas de décès ont été dépêchés l'an dernier des suites d'envenimation due aux piqûres de scorpion, à travers 16 wilayas du pays, a-t-on appris hier à Laghouat d'une responsable du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH). Ces cas de décès ont pour la plupart, soit 80%, touché des enfants, a précisé D' Farida Aliane, chargée du programme de lutte contre l'envenimation due au scorpion, en ouverture d'un séminaire régional sur le thème. Ce bilan est lourd comparativement à l'année précédente qui a enregistré 48 décès sur les 43 150 cas de piqûres de scorpion, et ce, en dépit des campagnes de sensibilisation sur les dangers de cet insecte nuisible, a-t-elle affirmé. La wilaya de Biskra vient en tête des régions touchées par le fléau sur la période 2010-2017, avec 53 décès pour 48 150 cas de piqûres de l'insecte, suivie de celle de Ouargla avec 48 décès pour 23 576 cas d'envenimation, puis Tamanrasset avec 46 cas pour quelque 13 000 piqûres de scorpion, a-t-elle détaillé. La situation épidémiologique concernant

ce type d'envenimation connaît une certaine «stabilité», sachant que l'Algérie enregistre annuellement quelque 40 à 50 mille piqûres de scorpion, entraînant entre 40 et 100 décès, en majorité (70%) chez les enfants, a estimé D' Aliane. S'agissant du volet préventif, l'intervenante a insisté sur la complémentarité intersectorielle afin de freiner la prolifération de l'insecte, notamment à travers le respect de l'hygiène du milieu, l'extension de l'éclairage et l'intensification de la sensibilisation, des actions impliquant divers secteurs, dont les collectivités locales, la santé et l'Education nationale. Ce séminaire régional sur l'envenimation due au scorpion, initié par la direction générale de la prévention et de la promotion sanitaire du MSPRH, regroupe des spécialistes et cadres du secteur de 10 wilayas du pays. Son programme comporte une évaluation exhaustive du programme national de lutte contre l'envenimation due au scorpion et ses résultats dans les wilayas participantes, avec recherche des voies et moyens de prévention et de traitement, selon les organisateurs.

L. O.